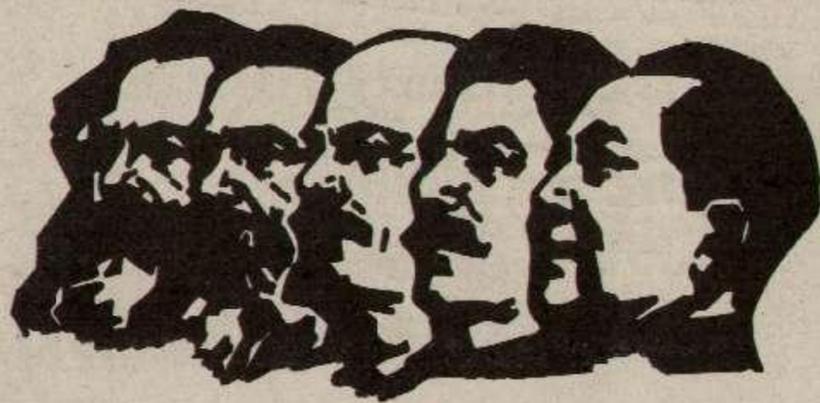


# front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

## journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N° 92 / 22 NOVEMBRE 1973 / PRIX : 1 F / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

en pages 2 et 3

le mois  
dernier,  
les prix  
ont encore  
grimpé  
de plus  
de 1%



# AUGMENTATION DES SALAIRES !

en page 8

athènes: les colonels grecs  
font tirer sur des manifestants  
antifascistes

# A BAS LA JUNTE YANKEE-FASCISTE

# PLUS DE 1% DE HAUSSE LE MOIS DERNIER

## A L'ACTION CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX

### éditorial...

A peine la grève des commerçants terminée, le ministère des finances vient de faire savoir que la hausse des prix pour octobre dépasserait 1%... et cela après des hausses équivalentes les mois précédents. Voilà un bon départ pour le nouveau plan anti-hausse de Giscard, lui qui, il y a un an, faisait croire que le gouvernement limiterait la hausse annuelle à 6%, soit près de la moitié de ce qui sera atteint, avec les chiffres déjà truqués de l'indice officiel !

Les travailleurs ne peuvent plus supporter ces hausses. Cela d'autant plus que le plan de taxation, récemment mis en place par le gouvernement, n'a eu que des conséquences néfastes pour les travailleurs :

- il a eu pour conséquence la grève des commerçants, et la pénurie de légumes et de fruits pendant plusieurs jours a frappé les travailleurs.
- il a fait monter les prix de ces produits dans les magasins ouverts, essentiellement les super-marchés, les grandes surfaces : les gros capitalistes ont profité de cette pénurie pour élargir encore leur profit.

De l'aveu même de Chirac, qui a aussitôt été chargé par Messmer d'une « mission extraordinaire » et a entamé les conversations avec les commerçants et les grossistes, la taxation ne va pas être appliquée... tout de suite. Les radios soulignaient complaisamment, dimanche matin, que les produits taxés dépassent le prix fixé... mais sans démesure. Et comment en serait-il autrement alors que le responsable de la hausse des prix, c'est avant tout la classe capitaliste ? C'est elle qui

l'organise pour élargir au maximum ses profits... et elle n'est nullement concernée par la taxation. Les responsabilités du petit commerçant, le « remède » de la taxation, tout ça n'est que du trompe-l'œil, inventé par le gouvernement, pour détourner la colère des masses des véritables responsables de la hausse : les capitalistes, non seulement ceux de l'alimentation et du commerce (grandes surfaces, grossistes, magnats de l'alimentation), mais aussi ceux des autres secteurs qui participent à la montée générale des prix.

Travailleurs, attention, la flambée des prix, les soi-disant plans anti-hausse de la bourgeoisie, ne cachent qu'une seule chose : la volonté de limiter, de bloquer la progression de nos salaires. Les propos de Giscard en vue d'appliquer une « politique des revenus », ceux de Messmer sur la politique des « contrats de progrès », les bavardages sur la soi-disant progression du pouvoir d'achat, tout cela indique la même chose : il faut que les ouvriers « limitent » leurs revendications, revendications qui seraient responsables des hausses ! Il faut qu'ils acceptent de voir leurs salaires bloqués ou progresser faiblement, alors que les prix flambent ! Il faut qu'ils acceptent de voir amputer leur pouvoir d'achat !

Travailleurs, déjouons cette manœuvre de la bourgeoisie, repoussons ces attaques contre notre pouvoir d'achat.

**NON AUX HAUSSES !  
AUGMENTATION DES SALAIRES  
1.500 F MINIMUM POUR 40 H**

## le chômage, un précieux auxiliaire de la "politique des revenus" du gouvernement

Depuis plusieurs mois, le gouvernement, par la bouche de Giscard d'Estaing, exerce un chantage au chômage sur la classe ouvrière. D'après Giscard, la classe ouvrière devrait se résigner à voir ses conditions de vie et de travail se dégrader, son salaire réel diminuer, faute de quoi le chômage se répandrait.

Dans les faits, le chômage prend une importance de plus en plus grande, sans que l'inflation soit moins du monde enravée. En septembre étaient recensés 10% de chômeurs de plus que l'an dernier. Des usines ferment, des compressions de personnel se multiplient, 150 licenciements dus à une « restructuration » chez Saint Sauteur Bantas (Romans, Aras, Faurchambault), 108 licenciements à la Continental Colombes, en voie de liquidation depuis la prise de contrôle par Schlumberger... qui viennent s'ajouter aux autres licenciements, chez Lrp, Bouly, Larousse...

En annonçant que l'année 74 serait l'année du chômage, la bourgeoisie commence à préparer la classe ouvrière à une augmentation considérable du chômage, qui commence dès à présent à être sensible. Le chômage, avec la dégradation des conditions de vie, accompagne les plans de « stabilisation », « d'austérité », de « lutte contre l'inflation » de la bourgeoisie. Ainsi, en 1963, le plan d'austérité de Giscard d'Estaing avait été accompagné d'une augmentation de 24% des chômeurs recensés. En fait, le développement du chômage est favorisé par la bourgeoisie qui pourra l'utiliser à fond en brandissant la menace de licenciements à chaque demande d'augmentation, pour éviter le blocage des salaires.

NON AU CHOMAGE

NON AU BLOQUAGE DES SALAIRES

de novembre 72...



la  
valse  
des  
éti-  
quettes



...à novembre 73

# chine et albanie:

# un com- merce au service du peuple

Dans les pays socialistes, la classe ouvrière a conquis le pouvoir et dirige tous les secteurs de l'industrie dans l'intérêt du peuple et non pas d'une minorité de privilégiés. La loi du profit est remplacée par celle de la satisfaction des besoins individuels et sociaux du peuple. Le commerce n'a plus d'autre but que de concourir à l'amélioration du bien être du peuple. En France, nous voyons tous les jours des milliards gaspillés dans la publicité, les multiples marques existantes cherchant tous les moyens pour allécher le client, y compris en le trompant sur la marchandise. Le développement des magasins à grande surface aux dépens des anciens commerces de quartier consacre la concentration de plus en plus grande de l'ensemble du réseau de distribution. En font les frais, des millions de travailleurs qui perdent des heures en trajet et file d'attente dans le vain espoir d'économiser quelques centimes et qui se trouvent par dessus le marché voisés sur la qualité...

**UN SEUL SOUCI: AMELIORER LE BIEN ETRE DU PEUPLE.**

En régime socialiste, plus d'anarchie : il n'y a ni concurrence, ni lutte pour conquérir des marchés : Le commerce a pour rôle d'assurer au mieux la distribution des marchandises en prenant pour principal critère les intérêts des masses. Ainsi, en Albanie, partout où c'est nécessaire il y a établissement de nouveaux magasins d'alimentation, de nouveaux points de vente, jusque dans les villages de montagne les plus reculés. Quand il s'agit du bien-être du peuple, aucun effort ne doit être ménagé. Les prétendus critères de rentabilité capitalistes n'existent pas.

Loin de les aggraver le commerce devient alors un important facteur pour la résolution des contradictions

entre la ville et la campagne. Alors qu'en France, les commerces ruraux disparaissent, obligeant les paysans à des trajets de plus en plus longs pour aller s'approvisionner à la ville, l'expansion du commerce rural est continue en Chine comme en Albanie. Le développement du nombre des points de vente s'accompagne d'une amélioration constante - en quantité comme en qualité - de l'approvisionnement de la population. La diversification de l'alimentation, de l'habillement et des autres secteurs du commerce répond aux nouvelles exigences des masses travailleuses au fur et à mesure que s'élève leur pouvoir d'achat et leur niveau culturel. A côté des points de vente, le 5e Plan quinquennal prévoit le développement de restaurants, de cantines, d'établissements vendant des plats semi-préparés etc... Ainsi le commerce contribue encore plus que par le passé à alléger le travail ménager des ouvrières, leur permettant, dans les meilleures conditions de prendre une part plus active à la production, à la vie sociale, à l'édification du socialisme. Par là même à l'inverse de ce qui se passe chez nous où par le commerce, un moyen supplémentaire d'asservissement de la femme est mis en œuvre (la publicité met en avant la femme-objet, soumise à l'homme et bonne cuisinière), en régime socialiste le commerce contribue au contraire à créer les conditions d'une émancipation complète de la femme.

**LE CONTROLE DES MASSES**

Le développement d'un véritable commerce au service du peuple ne peut se faire sans la participation active des travailleurs du commerce eux-mêmes et de l'ensemble des masses populaires. Les premiers doivent savoir être à l'écoute des acheteurs et répondre à leurs besoins. Les résultats de leur travail, ils ne les mesurent pas au chiffre d'affaires, ni aux bénéfices réalisés, mais en répondant à la

question : travaillons nous correctement à l'approvisionnement du peuple ? Quant aux masses elles jouent un rôle capital en exerçant leur contrôle sur le commerce. Ce contrôle des masses peut prendre des formes extrêmement variées : Si elles constatent que dans tel quartier, la création d'un nouveau magasin est nécessaire elles proposent sa création ; si l'approvisionnement d'un point de vente ne se fait pas de manière correcte (quantité ou qualité insuffisante pour tel ou tel produit) elles le signalent et des mesures appropriées sont prises ; si un vendeur a une attitude méprisante ou indifférente vis à vis des acheteurs elles le critiquent et il devra changer de comportement...

« La mise du commerce sous le contrôle des masses, l'obligation pour tous ceux qui sont employés dans ce secteur de rendre compte de leur activité aux masses, est une des particularités qui distinguent notre commerce socialiste et lui donne la possibilité de se développer constamment en harmonie avec les exigences toujours croissantes de la population ». (Albanie aujourd'hui Numéro 5-72)

En régime socialiste les fonds de consommation des masses augmentent de façon régulière et organisée. Il ne s'agit pas comme chez nous d'une augmentation de façade entièrement rongée par l'inflation qui masque mal la paupérisation réelle de la classe ouvrière. Non, en Chine et en Albanie il n'y a pas d'inflation : la masse monétaire en circulation s'accroît simplement en proportion de l'augmentation de la production nationale.

La fixation du prix des marchandises n'a rien de commun avec les méthodes qui règnent dans les pays capitalistes. Le prix d'une marchandise dépend du travail dépensé pour la fabriquer : c'est

sa valeur. En France, le prix d'une marchandise varie à partir d'une multitude de facteurs, plus ou moins conscients, plus ou moins contrôlés. Ainsi, un trust qui a le monopole d'un article peut fixer le prix pour un temps comme il le veut. Un même produit peut coûter du simple au double suivant qu'il est vendu à Marseille ou à Lille dans le 16e arrondissement ou dans la banlieue chez un petit commerçant ou à Carrefour... Dans les pays socialistes, le prix d'un article varie aussi autour de sa valeur, mais c'est l'état, au service des travailleurs, qui fixe cette variation, de façon consciente planifiée, en fonction des besoins du peuple. C'est ainsi que pour certains articles (médicaments, produits pour enfants objets de première nécessité...) l'Etat décide d'en fixer le prix bien en dessous de leur valeur réelle. Au contraire, d'autres articles (alcools, cosmétiques...) considérés comme des produits de luxe, sont vendus au-dessus de leur valeur. Avec un tel système, il n'y a pas de hausse, mais une tendance à la baisse des prix. En 1969, par exemple, en Albanie certains articles de première nécessité (sucre textile, médicaments) ont eu leur prix baissés de 70 à 80%. En Chine, le prix moyen des médicaments est inférieur de 80% à celui de 1950 au lendemain de la libération du pays.

Dans ces conditions, toute hausse de salaire entraîne à la fois une augmentation de l'épargne et une augmentation de la consommation : elle se traduit par une amélioration réelle de la situation morale et matérielle des masses.

Ainsi le commerce est-il ramené à sa juste place : non pas le moyen par lequel les capitalistes réalisent la plus-value extorquée dans les usines à la classe ouvrière, mais un secteur nécessaire à l'économie socialiste pour la redistribution des richesses créées par le peuple.

# LUTTE POUR LES SALAIRES

## dans les conserveries...

1300 grévistes, en majorité des femmes, ont mené une lutte, du 26 octobre au 10 novembre, dans les usines de conserveries du Pays Basque. Les grévistes réclamaient 6 francs de l'heure. Ils ont obtenu que les salaires passent à 5,50 F au 1er octobre, à 5,90 F au 1er novembre et à 6 F le 1er décembre.

Par tous les bouts, la classe capitaliste presse la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs en versant des salaires de famine et en laissant monter sans cesse les prix des produits de première nécessité. La lutte des ouvriers des conserveries montre que les capitalistes de l'alimentation ont un rôle particulièrement actif dans ce pillage des travailleurs.

Ainsi les pâtes Milliat ont augmenté de 45% en un an tandis que le salaire d'une ouvrière paqueteuse, chez Milliat, à Nanterre, n'augmente que de 9,6%. Il en est de même pour de nombreux produits achetés massivement par des ménages ouvriers. Les chaussures Myris ont augmenté de 20% alors que l'augmentation moyenne des salaires de Myris est de 14,8%. Le fer à repasser Calor a augmenté de 20%, tandis que le salaire d'un OS2 chez Calor est passé de 6,97 F à 7,84 F (12,4%). Dans le même temps, les cadences augmentaient et la productivité croissait de 15 à 20% selon les ateliers.

La hausse vertigineuse des prix annoncée par Giscard trouve son origine dans cette soif de profit des capitalistes. A l'image des ouvrières des conserveries, les ouvriers de l'alimentation et toute la classe ouvrière engageront une ferme lutte sur les salaires.

## ...chez logeais (rennes)

Mardi 6 novembre, les ouvriers de Logeais, entreprise de transport et de vente de fruits et légumes en gros, ont déclenché une grève pour obtenir :

- aucun salaire à moins de 1100 F
- le 13ème mois
- diminution des horaires à 40 h
- repas des chauffeurs : 15 F plus le casse-croûte

Le patron, en s'appuyant sur un petit noyau de jaunes et de cadres, a tenté, toujours pour obéir à son féroce appétit de profit, de briser la grève.

Jeu 8, à 5 heures du matin, les flics, gardiens de l'ordre patronal, ont donné un coup de main au patron pour intimider les grévistes. Le patron a cherché à poursuivre les livraisons malgré le piquet de grève : de la viande a été transportée sur des cartons, dans des voitures particulières.

Dès le premier jour de grève, des employés des «grandes surfaces» Mammouth et Montréal sont venus apporter leur soutien aux grévistes de chez Logeais. Un syndicat est présent dans la boîte, la CFDT, mais il ne se manifeste pas ouvertement à présent, sinon dans le comité de soutien auquel la CGT (absente de la boîte) a refusé de participer.

Correspondant Rennes.

# la démagogie du p-c-f à l'oeuvre

Le P-C-F a déployé tous ses efforts lors de la dernière grève des commerçants pour tenter de renforcer l'alliance électorale qu'il préconise entre les PME et la classe ouvrière. Ne l'a-t-on pas vu rester complètement muet sur les difficultés des travailleurs pour s'approvisionner, alors qu'à chaque grève de la SNCF, de la RATP, de l'EDF, des PTT, les travailleurs de ces secteurs sont fréquemment découragés par le P-C-F, constamment mis en garde contre l'exploitation par la bourgeoisie de leur conflit auprès de «l'opinion publique».

Mais ces jours-ci, c'est avant tout «l'opinion publique» des commerçants et plus largement des PME (petites et moyennes entreprises) que voulait se concilier le P-C-F. Il n'a pas hésité à expliquer que le combat des commerçants a les mêmes objectifs que celui des travailleurs, et que les travailleurs soutiennent la lutte des PME face au capitalisme monopoliste, cette lutte qui vise à leur permettre de mieux «accumuler le capital» pour reprendre les termes mêmes de «France Nouvelle», hebdomadaire du P-C-F. Pour le P-C-F il n'y a même pas de différenciation à établir entre des «PME» qui s'enrichissent sur le dos de la classe ouvrière, et un petit commerçant qui doit fermer sa boutique, acculé à la faillite par les

impôts et la concurrence capitaliste ! Non ! Ce n'est certainement pas sur cette base là que peut se poser à la classe ouvrière la question de rallier des petits commerçants.

Alors que nombre d'entre eux, victimes de la politique de concentration et de centralisation du capital sont progressivement évincés du commerce par les grandes surfaces et les supermarchés, alors que nombre d'entre eux soumis aux impôts n'arrivent plus à faire tourner leur fond de commerce, même en y consacrant de très longues journées de travail, faut-il leur faire croire à un possible retour en arrière, à l'âge du capitalisme où petit commerce était synonyme de prospérité ? Certainement pas, l'histoire ne se refait pas, les formes archaïques de distribution sont condamnées par le capitalisme d'abord, par le socialisme ensuite qui supprimant le vol et la rapine des grandes surfaces, instaurera cependant de grands centres de distribution pour les consommateurs.

Ceux des petits commerçants qui ne se seront pas rangés au côté de la bourgeoisie capitaliste lors de l'insurrection armée du prolétariat, s'ils ne doivent pas espérer faire prospérer leur commerce en régime socialiste, verront disparaître des conditions de vie et de travail qu'ils subissent et dénoncent en régime capitaliste.

# fameck lutte victorieuse dans les h.l.m.

Correspondant Fameck



Les locataires de Fameck séquestrent le gérant des H.L.M.

Depuis 10 jours, 20 familles locataires d'une tour H.L.M. à Fameck sont sans chauffage, et ceci peut encore durer jusqu'au 20 novembre (le 16, les travaux devaient commencer).

La panne (localisée depuis mai 73 !) est due à une rupture de canalisation de pression d'eau. L'installation étant encore sous garantie, les H.L.M. refusent la réparation avant l'expertise.

Le 8 novembre 1973, à 15 h le Comité logement APF et les locataires occupent les locaux du régisseur et décident d'y rester jusqu'à complète satisfaction. Le même jour, à 18 h après intervention auprès du Maire et à la Sous-préfecture, le Comité logement APF obtient des H.L.M. :

\* La mise à disposition gracieusement, de 2 radiateurs électriques posés par l'EDF.

\* La prise en charge par les H.L.M. de la dépense électrique de ces chauffages.

\* La réparation de la fuite d'eau sera entreprise dès le 9 novembre.

La Sous-préfecture elle-même tient à notre disposition une cinquantaine de radiateurs électriques et accorde une entrevue à une délégation du Comité. Par cette lutte, quelle transformation ! Lorsque nous sommes allées voir Thys, le sous-directeur des H.L.M., le 7 celui-ci l'avait pris de haut «l'expert doit passer le 15 pas avant...» - Mais mettez-nous au moins des chauffages d'appoint ! - Je ne suis pas un marchand de fourneaux... Et le soir du 8, Thys apportait 40 radiateurs et la brigade de gendarmerie de Florange en apportait 50 autres de la part du sous-préfet !

Qu'est-ce qui avait donc changé ?

C'est le sous-préfet qui a donné l'ordre à la S.H.L.M. d'apporter les radiateurs. C'est le pouvoir politique qui, en dernier ressort, cède.

Pourquoi ?

C'est que dans notre vallée de la Fensch, en pleine restructuration l'UDR a perdu du terrain aux dernières élections. Avec l'histoire du pétrole et la baisse du chauffage dans les H.L.M. notre action peut s'étendre et engendrer des chaînes de revendications. Céder c'était limiter les dégâts.

Mais la leçon a été comprise. «Nous sommes allés individuellement chez le régisseur rien ! Là, cette fois ça a payé.»

Ce qui a payé c'est d'avoir osé agir, d'avoir osé passer par dessus la justice et la loi, d'avoir compris que seule la lutte unie pour des objectifs clairs, paye.

Notre leçon c'est la même que celle des camarades de Lip.

L'œil que nous avons ouvert, nous le gardons ouvert. Vigilance ! Nous continuons la lutte !

## aux assises de l'u.d.r. ...

# CHABAN DÉSIGNÉ POUR LE SAUVETAGE DE CE PARTI POURRI ET DÉCADENT

Du 16 au 18 novembre, l'UDR a réuni ses assises nationales : réunion à grand spectacle où les leaders sont ovationnés sur l'air des lampions. Le nombre massif de participants, la mise en œuvre de moyens techniques importants, l'intérêt de commande accordé par la télévision, tout concourait à faire de ces assises celles du «renouveau du gaullisme», jusqu'au thème qui avait été choisi : le vieux thème gaulliste de la participation, de la 3e voie entre capitalisme et socialisme.

En effet, depuis la disparition de son chef «historique», la bourgeoisie au pouvoir tente en vain de donner consistance à ce parti pourri qui compte ou compta dans ses rangs des individus du genre Rives Henrys, Sorba ou Modiano, actuellement en fuite ou traduits en justice.

Mais derrière l'apparat de cette gigantesque mise en scène apparaît la réalité : l'UDR est déchirée en clans opposés, chaque leader essayant de tirer la couverture à lui en prévision du remplacement prochain de Pompidou ; l'UDR est partagée sur les choix politiques fondamentaux de la bourgeoisie française : L'Europe, le Moyen-Orient ; l'UDR a de la peine à survivre aux changements de politique instaurés par Pompidou après le départ de De Gaulle ; et la volonté du régime de faire de l'UDR un grand parti de «masse» se heurte à deux obstacles de taille :

- d'une part ces contradictions qui minent le parti gaulliste

- d'autre part la nature archi-réactionnaire, parfois fasciste,

des «adhérents de base». A cet égard les travaux de la commission sur la condition des travailleurs sont significatifs : au thème de la participation qui leur était lancé en pâture, les membres de cette commission ont répondu en exigeant que soit reconnue la représentativité de la CFT fasciste !

A l'époque de De Gaulle, l'UDR dominait sans partage la majorité au pouvoir ; depuis les dernières élections, l'UDR n'est plus que le premier parti de la majorité, talonné par des alliés aux dents longues, qui, tel Giscard d'Estaing, ne cessent d'orienter la politique du régime dans un sens plus européen et plus atlantique.

Un parti de notables qui perd 90 sièges à des élections est un parti forcément en crise. Debré est tellement conscient de cette crise qu'il déclare que l'UDR ne doit pas être à la Ve république ce que le parti Radical a été à la IVe ; et Sanguinetti s'essouffle pour trouver à l'UDR «une grande idée nationale».

Le parti gaulliste espère trouver en Chaban l'homme de la reconversion nécessaire ; comme si la baudruche de la «nouvelle société» pouvait contribuer au replâtrage d'un régime pourri.

Chaban Delmas apparaît comme le véritable vainqueur de ces assises. Consacré officieusement comme le remplaçant de Pompidou, comme celui qui peut sérieusement concurrencer Giscard d'Estaing. Mais pour prétendre jouer ce rôle, Chaban est obligé de lâcher du lest et d'approuver la politique européenne de Pompidou, alors que Debré oppose à cette

politique celle de «l'indépendance nationale», c'est à dire, dans sa bouche, de la politique propre de l'impérialisme français. Ces reclassements politiques amorcés dans la dernière période continueront à s'opérer dans le sens souhaité par la bourgeoisie impérialiste. Face à la déconfiture croissante de l'UDR, le cadeau fait à Chaban risque bien d'être un cadeau empoisonné.

Au sein même de la majorité la lutte sera rude entre les différents postulants au remplacement de Pompidou : E. Faure, G. d'Estaing, Chaban, cela fait déjà au moins trois candidats possibles.

Messmer, exécuteur des basses œuvres, s'en est pris grossièrement à Mitterand et à sa soif de pouvoir ; mais par delà la démagogie anti-communiste de ces attaques apparaît une réalité que nous avons décrite au lendemain des élections ; le Parti Socialiste est devenu dans le jeu politique bourgeois un parti charnière ; à court ou à moyen terme, la bourgeoisie devra compter sur lui pour perpétuer sa domination de classe.

Quant à l'UDR, elle s'achemine lentement vers son éclatement. Les bénéficiaires retirés de la gestion de l'appareil d'Etat au service de la bourgeoisie déterminent tous les calculs de ce corps louché de calculateurs et toutes ses hésitations. Gens du milieu, notables et technocrates intéressés ne savent pas encore qui les monopoles vont choisir pour gérer le gouvernement à leur solde. D'où ces disputes dans le cours des assises de Nantes.

# LIP : L'ENJEU DE LA LUTTE : L'USINE DE PALENTE

Après 7 mois de lutte, les Lip continuent. Une question se pose : où en est la lutte ?

**LA TACTIQUE DE LA BOURGEOISIE.**

Pour définir son action, la bourgeoisie tient compte essentiellement de deux éléments :

- 1) L'intérêt économique que représente l'usine Lip
- 2) L'exemple de la lutte résolue des travailleurs de Lip contre les licenciements et le chômage.

Aujourd'hui et depuis le début, c'est le deuxième élément qui est principal pour la bourgeoisie, car la victoire de Lip, c'est de montrer à toute la classe ouvrière la possibilité de lutter et de vaincre les licenciements et le chômage, ce qui dans une période où des dizaines d'usines ferment, ou sont menacées de fermeture, fait extrêmement peur à la bourgeoisie. De plus la victoire de Lip est la défaite des réformistes et des révisionnistes et la progression des idées révolutionnaires, d'un nouveau syndicalisme, celui de l'OSR. C'est principalement pour cette raison que la bourgeoisie veut aller jusqu'au bout pour mettre les Lip en échec, et après les CRS, Giraud et bien d'autres, sa dernière tentative est d'amener les travailleurs de Lip à s'inscrire au chômage.

**QU'EST CE QUE LE PIEGE DE L'INSCRIPTION AU CHOMAGE ?**

Depuis pas mal de temps, la bourgeoisie dit : «Lip c'est fini, donc les travailleurs doivent s'inscrire au

chômage». Pour forcer les Lip à s'inscrire au chômage, les droits sociaux : Sécurité Sociale, Allocations Familiales ont été supprimés. Pour faire plus de pression, la bourgeoisie a fixé une date limite d'inscription au chômage : le 13 novembre. Ainsi tout a été fait pour que les travailleurs de Lip s'inscrivent au chômage car cela fait partie d'un plan pour faire perdre la lutte et vaincre les Lip. En effet, une fois au chômage, les travailleurs de Lip se trouvent demandeurs d'emploi, et alors la bourgeoisie peut leur proposer soit n'importe quel emploi, soit de reprendre l'activité de Lip secteur par secteur, c'est à dire démanteler l'usine et aboutir par ce biais aux licenciements.

De plus, pour chaque travailleur, être inscrit comme chômeur, cela revient en fin de compte à accepter les licenciements, à renoncer à la grève.

**QUE S'EST-IL PASSE ?**

A l'approche du 13 novembre, la direction CGT a demandé à ses adhérents de s'inscrire au chômage à l'ANPE. Cette décision de la direction syndicale CGT a amené une fois de plus dans la division, le malaise au sein des Lip. L'attitude de la direction syndicale CGT a été de faire un pas de plus dans la trahison de la lutte, en essayant d'amener les travailleurs dans le piège de la bourgeoisie, en amenant de l'eau à son moulin pour faire perdre la grève. Malgré cela, la réaction des travailleurs de Lip après

quelques jours de réflexion a été en grande majorité de dire non au chômage. Le vendredi 9 novembre, Charles Piaget dénonçait la tentative du pouvoir et appelait à continuer la lutte, applaudi chaleureusement par toute l'AG.

**TOUTEFOIS UNE QUESTION SE POSAIT, COMMENT CONTINUER LA LUTTE, QUELLES PERSPECTIVES OFFRIR ?**

Dans la classe ouvrière de France, le soutien à Lip continue malgré tout ce que peut raconter Ségué. Mais le soutien, la popularisation de la lutte ça ne suffit pas.

Il faut pouvoir mobiliser, organiser la popularisation et le soutien sur des perspectives de lutte claires qui redonnent tout son sens à la lutte. C'est bien la question que se posaient les travailleurs de Lip. Face à cette situation, les Communistes Marxist-Léninistes ont discuté avec les travailleurs de Lip en mettant en avant les questions décisives aujourd'hui : il faut maintenir les mots d'ordre. «Pas un seul licenciement», «Pas de démantèlements et affirmer clairement que la réembauche de tous les travailleurs de Lip doit se faire à Lip-Palente et pas ailleurs. Pour cela il faut montrer la détermination des travailleurs de Lip en manifestant devant l'objectif de la lutte : l'usine, ce qui non seulement réaffirme clairement les objectifs, mais permettra de mobiliser massivement la classe ouvrière de France.

## lundi 12 novembre

Un permanent de la confédération CFDT (Moutet) est venu. Il intervient en assurant les travailleurs de Lip que la confédération CFDT fera tout pour assurer le soutien jusqu'au bout. Son intervention vise et réussit à enthousiasmer la salle de l'AG. qui applaudit vigoureusement.

**immédiatement après cette mise en condition, coup de théâtre : un responsable de la section CFDT explique qu'il faut s'inscrire au chômage. Pourquoi ? «Pour retrouver les droits sociaux et aussi parce que, dit-il, on n'a rien à perdre, pendant trois mois on sera inscrit, mais on ne nous proposera pas d'autre emploi que Lip. De plus on ira s'inscrire collectivement au chômage, comme ça, il n'y aura pas de pression individuelle». Un vote a lieu, l'écrasante majorité de l'AG est d'accord avec la proposition. Tout cela a été mené tambour battant et enveloppé.**

**POURQUOI CE REVIREMENT DE LA SECTION CFDT LIP ?**

- 1) les pressions de la confédération, car du fait que la CGT avait appelé à s'inscrire au chômage, il fallait maintenir le front syndical commun.
- 2) C'était trouver une solution pour régler le problème de la sécurité sociale et des allocations familiales.
- 3) Mais surtout, c'était un faux pas car c'était ne pas voir le piège de la bourgeoisie : c'était ne pas voir qu'en s'inscrivant au chômage on prêtait le flanc aux manœuvres de démantèlement et qu'on allait dans le sens de la liquidation de la lutte, surtout s'il n'y avait pas dans cette situation nouvelle des perspectives nouvelles.

## jeudi 15 novembre

L'aspect central de l'AG est le rapport de Charles Piaget. Il dénonce de façon vivante le plan de la bourgeoisie, qui vise à arracher avec les patrons Ducroc et Arbel le démantèlement et les licenciements. Charles Piaget rappelle l'enjeu de la lutte : Lip-Palente, c'est à dire l'usine. Il rappelle la nécessité d'une négociation d'ensemble «pas de démantèlement» et d'une manifestation devant l'usine. Il termine son rapport par : «Camarades, Lip tiendra, Lip vaincra !» sous les acclamations de l'ensemble des travailleurs. La CGT reste muette. Cette AG marque un pas décisif de la lutte contre le démantèlement et pose la vraie question, celle de l'usine.

## mardi 13 novembre

Les travailleurs de Lip commencent à réagir et à revenir sur leur vote. Ils discutent activement des perspectives à donner à la lutte en pensant que l'inscription au chômage, c'est mauvais mais que maintenant c'est fait et qu'il faut vite passer à autre chose, c'est à dire définir les moyens de continuer et de vaincre...

Mardi après-midi se tient une réunion de coordination regroupant les membres du CA et la section CFDT. LIP. Cette réunion accepte les propositions suivantes faites par les Communistes Marxist-Léninistes : descendre manifester devant l'ANPE pour remettre collectivement les dossiers, et remonter manifester devant l'usine en peignant sur le parcours le mot d'ordre «Notre emploi, c'est LIP». La seule objection à cette proposition pendant la réunion viendra du directeur des Cahiers de Mai !

## mercredi 14 novembre

A l'AG, la lutte chez les travailleurs pour voir l'objectif à avancer ne débouche pas immédiatement sur des propositions claires. Piaget par exemple ne reprend pas, ce jour là, à son compte les propositions issues de la coordination de la veille.

pourris, vendus...». Un délégué CFDT apporte de l'eau au moulin en citant une lettre de Ségué, interne à la CGT, et adressée à la confédération CFDT : «le mouvement de LIP a été un échec, un gâchis intégral. La CGT a eu raison de maintenir ses positions allant à contre-courant du mouvement».

L'après-midi, par 105 voix et 3 abstentions, le secteur armement décide de se battre pour rester à Lip Palente. Les manœuvres de division de la bourgeoisie et de la CGT ont échoués.

## lundi 19 novembre

Intervention des marxistes-léninistes avant l'AG : «ceux qui ont eu des illusions sur le front syndical commun à Lip doivent ouvrir les yeux : la confédération CGT, depuis plusieurs semaines, n'a proposé aucune action aux travailleurs de Lip, sinon de s'inscrire au chômage et d'accepter le démantèlement. Toute unité d'action avec des propositions d'action à la Ségué, dans les jours à venir, serait un coup de poignard final à la lutte, aux intérêts des travailleurs. Nous répétons que ces gens-là savent très bien ce qu'ils veulent. En ne parlant jamais du secteur mécanique dans le règlement d'une solution d'ensemble, la confédération CGT entend liquider à la fin de la lutte, tout ce que le syndicalisme a de positif à Lip et en France. Ce sont eux les «jusqu'aboutistesses» de la défaite et de la trahison. En manifestant devant l'usine, montrons à toute la classe ouvrière que les lip veulent travailler dans leur usine».

Pendant l'AG, les travailleurs et la section CFDT ont compris qu'il n'est plus possible d'agir aujourd'hui avec la CGT qui a une politique de division et de collaboration : réunions séparées, ragots, soutien au démantèlement, etc... Pour Darteville, déléguée CGT, l'adversaire n'est pas la bourgeoisie, mais Piaget, ce qui lui a valu des huées et elle a failli se faire sortir. A l'AG, des questions sont posées : «Ce sont les positions officielles de la CGT, mais est-ce celles des syndicalistes CGT ? ». Aussitôt, une ouvrière répond : «Non, c'est pour ça que je les ai quittés, Vendredi, ils nous ont encore traités d'abrutis».

Après ces 2 dernières AG, un pas décisif pour l'avenir du mouvement a été fait. En effet, jusqu'à aujourd'hui, dans toutes les analyses et les propositions, il s'agissait pour les leaders de préserver le front syndical commun. Ce qui amenait la section syndicale CFDT, malgré ses positions justes, à s'aligner sur les propositions les plus retardataires, voire collaboratrices de la CGT (exemple le chômage). Aujourd'hui, c'est différent : unité oui, disent les travailleurs et Piaget, mais sur quoi et pourquoi faire ? C'est pour cela que la section CFDT a décidé de continuer seule la lutte sur «non au démantèlement», mot d'ordre confirmé massivement par les travailleurs. De plus, l'idée de la manifestation devant l'usine a été adoptée par la grande majorité des travailleurs. Il reste maintenant à voir comment la réaliser.

**NON AU DEMANTÈLEMENT ! PAS UN SEUL LICENCIEMENT ! LIP VAINCRA !**



PROBLEMES DU TRAVAIL REVOLUTIONNAIRE

# COMMENT POSER LA QUESTION DU PARTI ?

(IV)

1967 - 1973 : Six ans séparent deux moments importants où se pose avec acuité la question du Parti. C'est pour tous les marxistes-léninistes l'occasion d'analyser avec soin l'avancée de cette idée et de cette réalité du Parti dans les masses. 1967 : La rupture du P.C.F. avec les principes marxistes-léninistes, le caractère définitif de la révision du marxisme par ce parti, sont suffisamment nets pour que soit posée de façon claire et ouverte dans le Proletariat la question d'un véritable Parti Communiste, qui s'assimile les enseignements positifs et surtout négatifs de l'expérience dévoyée du Parti Communiste en France ; bref, la création d'un Parti Communiste véritable devient un impératif face aux trahisons définitives du marxisme-léninisme par le révisionnisme moderne. Cette nécessité est d'autant plus vive que le P.C.F. a chassé de ses rangs et des organisations qu'il contrôlait, tous ceux qui ont posé avec clarté le problème de ses reniements, critiqué la voie révisionniste de passage pacifique au socialisme, se sont opposés aux attaques hystériques contre la Chine et l'Albanie Socialistes. Créer un nouveau Parti Communiste, c'est alors assumer avec conséquence la scission opérée par les révisionnistes au

isolément, la trahison révisionniste peut mener davantage au découragement qu'à la révolte. Quand s'affrontent deux voies, deux possibilités de lutte, deux issues à la crise de la bourgeoisie, ce qui peut alors l'emporter, c'est la solution révolutionnaire. En 1967, les masses n'en sont qu'à leurs débuts dans l'expérience de ces deux voies, tout à fait à leur début. C'est pourquoi la création, juste et nécessaire du Parti, ne débouche pas immédiatement sur une mobilisation large des masses pour la révolution socialiste, il faut au préalable que par différents détours, que par plusieurs biais, elles apprennent qu'au passage, avec armes et bagages du révisionnisme à la bourgeoisie, du P.C.F. au système d'oppression et d'exploitation de la classe ouvrière, correspond implacablement la réalité d'une force Révolutionnaire nouvelle. Cette expérience, les six années qui suivent la création du Parti vont considérablement l'enrichir. Le grand tournant de la lutte de classe s'amorce avec Mai 1968. La volonté évidente des révisionnistes d'enterrer le mouvement de masse en cours, l'illusion d'un débouché électoral clairement marqué par le succès des

détermination des mouvements d'OS immigrés, les travailleurs du Joint Français déjouent les manœuvres du patronat dans une lutte exemplaire prolongée et qui bénéficie d'un très large soutien de masse de la population, à Peugeot, à Renault, les ouvriers se battent pour des revendications qui entrent directement en contradiction avec les propositions révisionnistes, enfin, à Lip, les travailleurs conçoivent, poursuivent, persévèrent dans une lutte que les révisionnistes honteux reprochent et sabotent. Pièce par pièce la domination du révisionnisme sur les luttes de la classe ouvrière est démantée. Dans chacun des conflits qui pèsent sur le cours de la lutte de classe dans le pays, la position du révisionnisme est affaiblie. Elle aboutit même, chez Lip, à une contradiction ouverte entre les révisionnistes et les masses, sanctionnée par le vote du 12 octobre. Les révisionnistes du P.C.F., qui représentent encore un potentiel considérable dans le pays, sont contrés par chaque mouvement important de la lutte de classe ; malgré leur infinie capacité de revirement, les faux-communistes du P.C.F. sont contraints, par la force même des choses, à présenter leur programme

chaque lutte significative, le problème de son débouché politique, le problème du lien entre cette lutte et la perspective de la Révolution. Cette évolution considérable de la situation depuis 1967 met à l'ordre du jour, du même coup, la dissipation des illusions et des fausses réponses de cet ensemble disparate que constitue le mouvement révolutionnaire petit-bourgeois. Dans sa fuite en avant pour saisir le caractère nouveau, révolutionnaire de chaque lutte, ce mouvement surmonte mal sa cécité des traits fondamentaux et des tâches fondamentales de la période. Fortement attiré à sa droite par les tentatives encore vivaces du trotskisme, il devient chaque jour plus conscient des limites d'une pratique empirique de plus en plus inutile aux yeux des travailleurs, d'un simple soutien désordonné et finalement assez stérile aux luttes de la classe ouvrière. De plus en plus, les travailleurs en lutte exigent davantage de ceux qui se recommandent de l'idée révolutionnaire qu'un simple murmure approbatif de leur combat, ils posent, comme l'expérience quotidienne des dernières grèves le montre, la question de savoir ce que - concrètement - signifierait dans leurs luttes, une orientation révolutionnaire, une direction révolutionnaire leur combat. Plus question dans ces conditions, de juxtaposer non plus de vagues généralités sur le socialisme à une impuissance chronique à se situer dans le mouvement de masse. La lutte de Lip par exemple, balaye sans sectarisme aucun, par la simple force des choses, les marchands de vent incapables de lier le combat actuel des horlogers bizontins à une perspective claire de la révolution prolétarienne. Sous l'impulsion de cette réalité, les groupes multiples de révolutionnaires petit-bourgeois éclatent, comme le montre par exemple la récente faillite déclarée du groupe «Cause du Peuple», ou la crise qui couve dans nombre d'autres organisations, prises trop souvent entre la pratique déficiente du spontanéisme et la précipitation à se jeter dans les bras du premier charlatan venu, qui parle du parti pour refaire dans ses rangs la même pratique.



Renault, Peugeot, Lip, une seule solution, la révolution... pour l'accomplir il faut le parti communiste révolutionnaire

sein du Mouvement Communiste International, répondre à cette scission par l'offensive, signifier avec force que le drapeau de la Révolution et du Socialisme est relevé dans notre pays. Tous ceux qui, à l'époque, se sont opposés à la création du Parti ont montré par la suite mille preuves de conciliation avec le révisionnisme ou sont aujourd'hui devant le choix, s'ils veulent être conséquents, de persévérer dans leurs erreurs ou de faire leur autocritique.

•

Mais la différence fondamentale de la situation aujourd'hui et de la situation à l'époque, c'est que les masses n'ont pas encore fait, en 1967, l'expérience directe de la trahison révisionniste et de la possibilité, face à cette trahison, d'une autre voie. Ces deux éléments sont solidaires pour que progresse l'idée du nouveau Parti Communiste.

forces réactionnaires classiques, l'apparition face aux révisionnistes d'une force politique confuse mais considérable, le gauchisme, tout cela va créer les conditions d'une évolution profonde de la situation dans les masses.

•

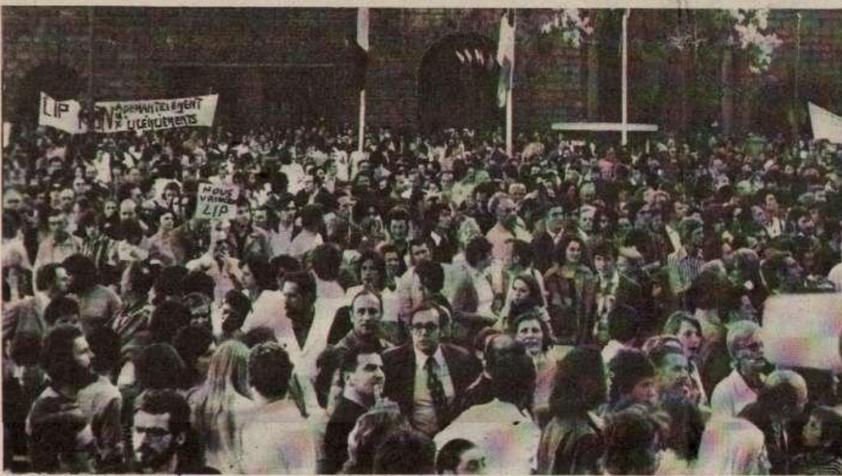
Les modifications importantes dans les formes de lutte ouvrière, pour marquer pendant toute une période l'écart, encore hésitant entre la tactique révisionniste et les aspirations des travailleurs. Séquestrations, occupations des usines se succèdent à Condé-sur-Noireau (Férodo) aux Batignolles..., la grève de Renault en 71 marque l'entrée en lutte sur leurs aspirations propres des OS de l'automobile, les travailleurs de Penarroya, de Girosteel, délaissés par les révisionnistes, organisant avec

commun à la bourgeoisie et à l'aristocratie ouvrière, comme le seul débouché de la lutte des travailleurs. Contrés sur les formes de lutte, les mots d'ordre, la nature de l'organisation des travailleurs dans la lutte, les rapports entre les travailleurs en lutte et les forces extérieures à l'entreprise mais partie-prenante du soutien, les faux-communistes du P.C.F. sont amenés, malgré eux, à porter le débat avec les masses sur le terrain politique, terrain miné par leurs perspectives bouchées de l'unité de la gauche, mais terrain sur lequel peut se situer clairement l'affrontement entre révisionnistes et Communistes Révolutionnaires.

•

De ce fait, les révisionnistes du P.C.F. rendent un précieux service aux Communistes véritables, ils leur fournissent le moyen de poser dans

En réalité, cet aspect secondaire, très secondaire de la situation n'est que le reflet déformé d'une réalité objective, l'aspiration profonde de couches importantes des travailleurs au Parti. De nécessité objective en 67, le parti est devenu aujourd'hui une nécessité subjective, inscrite dans le développement de chaque lutte. Tout se passe aujourd'hui comme si, l'apparition ou la non-apparition du Parti Communiste Révolutionnaire dans le cours des luttes ouvrières déterminait le débouché politique de ces luttes. Aux questions sur la Révolution, le Socialisme mais aussi, la tactique des luttes en cours, les mots d'ordre et les formes de lutte à avancer, tout converge vers une seule réponse : le Parti Communiste Révolutionnaire, ce Parti que la classe ouvrière appelle de toute la force de ses combats. Le devoir des marxistes-léninistes est de tout faire pour lui donner vie, pour faire coïncider la réalité objective de ce Parti avec les exigences des masses.



A Dijon, les activités du comité de soutien à Lip créés à l'initiative des syndicalistes révolutionnaires se poursuivent :

- \* A Bourgogne Electronique, un syndicaliste révolutionnaire, avec le plein accord de sa section CFDT a recolté 70 signatures sur un atelier de 80 personnes en faisant signer une pétition de soutien.
- \* Le 13 Novembre, les organisations réformistes et révisionnistes décident une manifestation pour riposter à la répression subie par les manifestants (dont 150 ouvriers de LIP avec Piaget) lors de la venue de Messmer. Les organisations ont nué, en fait, la répression des Lip et leur lutte en faisant une manifestation pour les libertés démocratiques et le programme commun. Les organisations «révolutionnaires» petites-bourgeoises leur emboîtent le pas. Seul le comité de Soutien à Lip a rappelé avec force que la lutte des Lip continuait. Les mots d'ordre : «Les Lip vaincront», «Lip : pas un seul licenciement !» «Lip, combat de tous les travailleurs !» ont été repris par la CFDT et le PSU. Il regroupait derrière sa bannière 25 personnes et des ouvriers de Manubat ayant participé aux activités du Comité de Soutien dans leur boîte venue avec une pancarte : «Contre les licenciements et le chômage, soutenons les Lip».
- \* Un meeting du Comité de Soutien a regroupé 40 personnes.

soutien à lip: dijon ...

# pas un seul licenciement ... non au démantèlement ...

## lip vaincra

**en vente: les brochures front rouge**

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage. 2 F.

ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

**demande de contact**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

envoyez cette demande à :

FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

**abonnez-vous**

Front rouge CCP 31 191 14 La Source FRANCE

Pli normal	1 an	: 40 F.
	3 mois	: 10 F.
Pour l'étranger écrire au journal qui complètera le tarif		
Pli fermé	1 an	: 80 F.

**abonnement 3 mois : 10F**

# CONTRE LES PREMIERES EXPULSIONS : RIPOSTONS

A ce jour, après le délai du 31 octobre, la bourgeoisie a commencé à expulser un certain nombre de travailleurs immigrés.

**A MOUCHARD :**

près de Besançon, 3 ouvriers turcs et un marocain sont frappés d'expulsion depuis le 5 novembre.

Les camarades du CACF de Besançon et du Comité d'Aide aux Migrants

organisent une manifestation de protestation de 150 à 200 personnes à Mouchard.

**A BESANCON :**

Un travailleur tunisien en guise de renouvellement de sa carte de travail et de séjour, se voit accorder un récépissé provisoire... et une convocation pour comparaître devant la Commission d'Expulsion à la mi-décembre. La riposte s'organise.

**A LYON :**

5 travailleurs tunisiens voient le renouvellement de leurs passeports refusé par le Consulat tunisien : ils sont directement menacés d'expulsion. Différentes organisations, dont FR et les CACF convoquent à une manifestation de protestation le mardi 13 novembre : 1000 personnes.

Le consulat de Tunisie propose, à deux d'entre eux un «marché» : ils arrêtent de «militariser» en France et ils ont leur passeport. Quant aux trois autres, ils devraient aller en Tunisie, accompagnés par les flics, pour qu'ils reviennent avec un passeport !

Un étudiant marocain, arrêté par la police, voit le renouvellement de sa carte de séjour refusé. Il n'a obtenu qu'une autorisation de séjour de 8 jours ! Après...

**A ST-ETIENNE :**

3 travailleurs tunisiens expulsés.

**A PARIS, DANS LE 14<sup>e</sup> :** un travailleur immigré, victime d'un accident du travail se voit notifier que

passées quelques semaines, il ne sera plus autorisé à séjourner en France ; des cas identiques sont signalés à MARSEILLE.

Ainsi, nous le voyons, la bourgeoisie a entamé le processus d'expulsion. Mais elle fait en sorte de présenter les expulsions comme autant de «cas» individuels :

— Ou des ouvriers combattifs (sous entendu «si vous ne bougez pas, vous ne serez pas touchés»), ou des travailleurs qui se sont vus, comme par hasard, refuser leurs papiers par le consulat tunisien (le hasard ne tient pas lorsque l'on connaît la collaboration étroite de la police française et de la police de Bourguiba!), ou des étudiants, ou alors des handicapés, des victimes du capital !

Ne nous y trompons pas :

C'est la première tentative pour sonder le terrain, pour apprécier la riposte des travailleurs.

Derrière ces premières expulsions, c'est des mesures beaucoup plus vastes qui se préparent, touchant la masse des travailleurs.

C'est pour cela que nous devons répondre coup pour coup, dénoncer l'hypocrisie de la bourgeoisie, dévoiler ses véritables intentions.

**PAS UNE EXPULSION SANS UNE RIPOSTE DE MASSE !**

En même temps dans la période qui

vient, si l'on doit accorder une très grande attention à la lutte contre les expulsions, car une dure bataille se déroulera sur ce terrain, il serait erroné de limiter la lutte contre la circulaire Fontanet à cette question.

Si l'on veut mobiliser largement les travailleurs contre la circulaire Fontanet, il faut étendre le camp de notre intervention à tous les aspects de la politique de division, de répression et de surexploitation de la classe ouvrière.

Il faut intensifier l'action sur le problème du logement contre les habitations insalubres (baraquements, bidonvilles), pour la diminution du prix des loyers (pas de loyers supérieurs à 10% du salaire), pour la liberté d'opinion et d'activité dans les foyers, etc...

Il faut intensifier la mobilisation des travailleurs dans les entreprises pour le principe «A travail égal, salaire égal», contre les brimades racistes, contre toutes les atteintes au droit de grève, pour la suppression des contrats à durée limitée contre les licenciements, disciplinaires (comme ceux qu'à entraînés à Mulhouse la grève de milliers de travailleurs arabes), contre les aspects les plus rebutants de la surexploitation qui frappe notamment les travailleurs immigrés : non paiement des heures supplémentaires, refus des feuilles de paye, non paiement des congés payés.

Pour mener cette action, il faut bien sûr créer partout des CACF d'usine qui prennent en main la lutte contre les expulsions, l'élaboration d'une plateforme revendicative précise de l'usine et sa popularisation, qui appellera les travailleurs à se mobiliser sur cette plateforme. Mais il faut aussi combiner cette activité avec un travail à l'intérieur des organisations que se sont données les travailleurs : les syndicats.

Ce travail au sein des syndicats est nécessaire si nous voulons utiliser toutes les possibilités de toucher les travailleurs, faire en sorte que nos propositions recueillent un large écho, contribuent à mobiliser de larges masses de travailleurs et débouchent sur l'organisation d'un certain nombre de luttes.

Dans le cas où les syndicats existent déjà sur l'usine, les militants des CACF doivent y participer. Dans le cas où ils n'existent pas, les camarades doivent, si cela correspond aux aspirations des travailleurs, les aider à monter une section syndicale :

— popularisons largement la plateforme revendicative !

— Mobilisons largement les travailleurs contre tous les aspects de la politique de division, de répression et de surexploitation de la bourgeoisie,

— combinons la création de CACF dans les usines et le travail à l'intérieur des syndicats !



**lyon :**

## manifestation contre 5 mesures d'expulsions

A Lyon, 5 ouvriers tunisiens sont menacés d'expulsion. Deux d'entre eux avaient participé à la grève de la faim de Vaise, au printemps dernier. C'est le consulat tunisien lui-même qui a refusé de renouveler leur passeport. Ils risquent la prison dès leur arrivée en Tunisie ; on sait que, pendant les vacances, Bourguiba avait réuni les immigrés tunisiens pour les mettre en garde contre toute participation à la lutte des classes en France, et la récente visite de Jobert en Tunisie ne peut qu'aggraver les choses.

C'est pourquoi plusieurs organisations ont décidé d'empêcher l'expulsion. La première action a été une manifestation le 13 novembre. Parmi les organisations appelant à la manifestation, Front Rouge, les CIP, les CACF, les CFI, le PSU, le Travailleur Tunisien, l'UD-CFDT...

A 18 h 30, nous étions environ un millier rassemblés place du Pont et nous avons défilé pendant une heure dans les quartiers voisins où habitent un grand nombre de travailleurs immigrés.

Parmi les mots d'ordre scandés «A bas l'impérialisme», «A bas la circulaire Fontanet», «Pompidou Bourguiba complices», «les mêmes droits pour tous, unité des travailleurs», «Non aux expulsions», «des passeports aux travailleurs, le consul cèdera», et, repris très souvent et avec vigueur : «travailleurs français, immigrés, même patron, même combat».

Cette manifestation est un premier avertissement au préfet et au consul de Tunisie : nous n'accepterons pas une seule expulsion. Nous restons vigilants.

Correspondant Lyon

**dijon :**

## halte aux attentats et à la campagne raciste

En début de semaine dernière, deux travailleurs immigrés se sont fait agresser de nuit par 4 individus en voiture qui prirent la fuite après les avoir laissés en sang sur le trottoir. Ces deux travailleurs grièvement blessés ont dû être hospitalisés.

Cet attentat raciste n'est pas un fait isolé à Dijon, il y a quelques temps, des pierres avaient été lancées contre les fenêtres des chambres de travailleurs immigrés d'un foyer de Dijon ; un travailleur arabe combattif avait été «kidnappé» par des voyous racistes qui le malmenèrent et tentèrent de l'intimider par des menaces visant à le faire tenir tranquille, etc...

Mais aujourd'hui, il semble que l'on assiste à Dijon à la naissance d'une nouvelle campagne raciste : Déjà trois cafés du centre ville viennent d'interdire leurs tables aux travailleurs immigrés...

A l'initiative du CACF et du CIP de Bourgogne. Electronique dont un des membres s'est fait expulser du café «La Comédie», une riposte massive à cette recrudescence de racisme a été envisagée avec un certain nombre d'organisations anti-racistes pour les premiers jours de cette semaine. Les Communistes m-l de Dijon appellent les travailleurs et tous les anti-racistes à manifester contre cette véritable campagne raciste.

**HALTE AUX CRIMES RACISTES !**

**A BAS LA CAMPAGNE RACISTE DE LA BOURGEOISIE !  
NON AUX EXPULSIONS ! A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET !**

Correspondant Dijon.

## jaeger : halte aux licenciements .

5 ouvrières ont été licenciées pour refus de faire les postes le 12 novembre. Le 14 novembre, pour un cheveu dans un «mouvement», une ouvrière est mise à pied. Ces six ouvrières sont bien entendu des grévistes. Le patron qui par les mesures répressives a réussi à briser le mouvement avec la collaboration de la direction du syndicat CGT tente de casser la combativité ouvrière définitivement sur l'usine. Le patron voulait faire passer une dizaine d'ouvrières en postes, 5 ont refusé, elles ont été licenciées, 2 par contre, qui n'avaient pas fait la grève ont obtenu gain de cause ; elles travaillent toujours à la journée, le patron s'est excusé auprès d'elles, «c'était une erreur», a-t-il dit.

C'est un climat d'intimidation et de terreur qui s'installe dans l'usine. Les chefs provoquent sans arrêt des grévistes pour qu'elles réagissent individuellement et puissent être licenciées avec de bons prétextes. Les délégués ne peuvent plus circuler sur les chaînes, leur liberté d'action est ouvertement entravée. L'objectif du patron est clair : briser toute résistance ouvrière pour la remise en place du salaire au rendement.

C'est qu'en effet en octobre 72, les ouvrières de Jaeger, après une lutte exemplaire, avaient obtenu la suppression du salaire au rendement. Cette conquête était restée en travers de la gorge du patron qui attendait le moment propice pour la remettre en cause. Les ouvrières touchaient une prime de 92 centimes quel que soit le rendement, en travaillant à leur rythme. Aujourd'hui le patron a réintroduit 2 catégories : une prime de 90 centimes pour une production maximum, calculée au plus juste, une prime de 74 centimes pour une production minimum. Au cas où la production minimum ne serait pas atteinte, ça sera la porte.

Face à cela les ML de Front Rouge ont réagi dès le 16 novembre par un tract et une banderole à la porte de l'usine pour dénoncer la répression et l'objectif du patron : réintroduire le salaire au rendement. Le tract appelait les ouvrières à s'unir et à répondre à tout débrayage de la section syndicale CFDT.

Correspondant JAEGER

## LA MAIN DANS LE SAC le p<sup>c</sup>f réclame une formation profes- sionnelle pour les flics tueurs

A propos de l'agression du jeune malgache Mara à Versailles le 19 octobre 1973, l'Humanité du 16-11-73 affirme :

«les rondes de nuit de policiers en civil ne sont pas assurées comme elles devraient l'être par des policiers chevronnés, officiers de police judiciaire, mais de jeunes agents mis en civil pour la circonstance !

Ceux-ci ne sont absolument pas formés pour ce genre de travail qui demande un grand contrôle de soi-même, surtout pour des hommes armés.

La nuit du 19 octobre, ce jeune policier a cru voir scintiller quelque chose, et a eu peur, il a tiré blessant grièvement un garçon de 19 ans.

Ils sont des centaines de «Chatel» (nom de l'agresseur de Mara-NDLR) en puissance, victimes eux aussi d'une police au rabais».

Sans doute le policier de Versailles qui a assassiné Mohammed Diab ne connaissait-il pas suffisamment le maniement du pistolet-mitrailleur !

La formation professionnelle des policiers que réclame avec tant de vigueur le P<sup>c</sup>F c'est d'apprendre à réprimer les luttes de la classe ouvrière ; sans doute faut-il avoir un «grand contrôle de soi-même» pour faire ce «travail» correctement. On voit d'ici la réponse de Marcellin : des centaines de «Chatel» sont organisés pour le faire et la répression est suffisamment importante pour qu'ils puissent acquérir leur formation professionnelle sur le tas !

# le colis du militant 50F

Pour la somme de 50F (frais de port compris), FRONT ROUGE offre à ses lecteurs les ouvrages suivants classés du marxisme léninisme

- Le Manifeste du Parti Communiste (MARX - ENGELS)
- Salaire, prix, profit (MARX)
- L'état et la révolution (LENINE)
- L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (LENINE)
- La maladie infantile du communisme (LENINE)
- Les principes du léninisme (STALINE)
- Les 5 essais philosophiques (MAO TSE TOUNG)
- Les écrits d'Ho Chi Minh (HO CHI MINH)

Avec en supplément, les 2 premiers numéros d'OCTOBRE

— 44-47 - Le PCF au gouvernement

— Le trotskisme contre la révolution prolétarienne armée

Avec encore un abonnement de 3 mois à FRONT ROUGE Si vous êtes déjà abonné, indiquez le nom d'un ami que vous souhaiteriez voir recevoir le journal.

PASSEZ VOS COMMANDES PAS-UN CERCLE FRONT ROUGE SANS SON COLIS

(versement au CCP Front rouge 31 191 14 La Source)

# AFRIQUE : A BAS LES ACCORDS DE « COOPERATION » IMPERIALISTES

le peuple de Guinée-Bissau montre aux autres peuples d'Afrique la voie de l'indépendance



Il y a un an, en novembre 72, Pompidou parcourait l'Afrique et plusieurs chefs d'Etats africains lui avaient demandé une révision des accords qui lient la France à ses anciennes colonies africaines. Cette année, en novembre 73, les représentants de plusieurs Etats africains viennent de se réunir à Paris... Le problème est toujours à l'ordre du jour.

Lors de la grande vague de soi-disant décolonisation des années 60, l'impérialisme avait accordé «l'indépendance» à la plupart de ses colonies africaines. Curieuse indépendance dont de Gaulle, chef de l'impérialisme français, disait lui-même : «des territoires qui ne cessaient pas depuis 10 ans d'aspirer à l'indépendance, la réclament avec insistance. Faut-il laisser ce mouvement se développer ou au contraire, faut-il tenter de le comprendre, de l'assimiler, de le canaliser ?». En même temps, l'impérialisme français a signé des accords dits d'aide et de coopération, en réalité des accords pour perpétuer le pillage et la domination de l'Afrique par l'impérialisme français. Une fois encore, écoutons les responsables du pillage eux-mêmes, en l'occurrence Yvon Bourges, ancien secrétaire d'Etat à la «coopération» : «il est vrai que l'aide française n'est pas sans intérêt... Mais n'est-il pas naturel de fournir avec de l'argent des français des équipements achetés en France?»

Il suffit du reste de se reporter au contenu de ces accords pour saisir tout l'intérêt que peut en retirer l'impérialisme français. Par exemple tous ces pays font partie de la zone franc : cela signifie qu'ils n'ont pas de monnaie propre mais une monnaie commune, le franc CFA garanti et aligné sur le franc français.

\* Toutes les devises étrangères qui rentrent dans chacun de ces pays sont immédiatement reversées dans un pool commun géré par la banque de France à Paris. C'est à dire que, quand le Sénégal vend des arachides aux Etats Unis les dollars reçus en échange vont grossir les coffres de la Banque de France... Une source de devises inestimable pour l'impérialisme français...

\* Tous les transferts monétaires entre la France et les pays de la zone franc sont libres. C'est à dire que, le trust franco-tchadien. Cotonfran, par exemple, peut, comme il l'entend, envoyer en France tous les profits qu'il réalise sur le dos des paysans tchadiens.

\* Le franc CFA est immédiatement dévalué avec le franc français et ceci

sans que les africains soient le moins du monde consultés...

Autre exemple, c'est l'impérialisme français et lui seul qui décide des secteurs où il investit son «aide». C'est ainsi que 43% des investissements français en Afrique vont dans les mines et les industries extractives. Et on peut être sûr que ce soucis devait préoccuper les représentants français au dernier sommet de Paris. En effet au moment où les livraisons de pétrole arabe sont peu sûres, l'impérialisme français a tout intérêt à se ménager d'autres sources. Or le Gabon possède de d'immenses réserves de pétrole contrôlées à 100% par la SPAFE filiale de ELF et fournit déjà une part non négligeable du pétrole consommé en France. Le Gabon possède aussi de riches mines d'uranium exploitées par la COMUF (100% française) et il y a aussi de l'uranium au Niger.

Dernier exemple, les soi-disant accords de coopération militaire permettent en réalité à l'impérialisme français de maintenir des troupes en Afrique, d'équiper et d'entraîner des armées locales à son service, et d'intervenir militairement quand ses intérêts sont menacés. Coopération fructueuse pour l'impérialisme français dont les interventions sont fréquentes : Brazzaville en 1964, Mauritanie en 1961, Cameroun en 1963, Gabon en 1964, sans compter la guerre contre les patriotes tchadiens du FROLINAT depuis 1969... ni les multiples opérations menées par les armées locales mais avec l'aide et le matériel des troupes coloniales, au Sénégal en Côte d'Ivoire, à Madagascar...

Voilà les accords qui sont remis en question aujourd'hui :

Non pas forcément les accords militaires car les gouvernements africains en place profitent de l'aide éventuelle de l'armée impérialiste française en cas de soulèvement populaire. Par contre ils réclament une révision des accords de «coopération» et du statut de la zone franc.

Parmi les revendications, une nouvelle parité du franc CFA par rapport au franc français (la parité actuelle date de 1948), un droit de regard et une plus grande représentativité dans les organismes de la «zone franc», le droit d'instaurer un contrôle des changes à la frontière... Certains vont même jusqu'à mettre en concurrence l'impérialisme français avec ses concurrents l'impérialisme US ou le social-impérialisme soviétique. C'est aussi dans ce sens qu'il faut comprendre la rupture des relations diplomatiques de tous les pays africains avec Israël, comme un appel du pied aux capitaux des riches pays arabes, l'Arabie Saoudite ou le Koweït.

Quoiqu'il en soit, quelles que soient les motivations profondes des dirigeants africains, une telle remise en cause des accords néo-colonialistes ne peut qu'affaiblir l'impérialisme français : elle va dans le sens du grand mouvement des pays dominés par l'impérialisme pour plus de liberté et d'indépendance.

C'est du reste dans bien des cas sous la pression des masses populaires que les dirigeants africains ont été obligés de prendre de telles positions, en s'empressant de voir les avantages qu'ils pourraient en tirer : les grèves des mineurs mauritaniens, les manifestations des étudiants malgaches, la lutte armée des patriotes tchadiens, sont pour beaucoup dans les positions que prennent aujourd'hui Moktar Ould Daddah, Ramanantsoa, ou Tombalbaye...

Depuis un an donc, depuis le dernier voyage de Pompidou, il s'est passé pas mal de choses. La Mauritanie et Madagascar ont rompu les accords de 60 et quitté la zone franc. D'autres pays demandent de plus en plus vivement la révision des accords, le Cameroun, le Congo, le Dahomey, le Niger, le Tchad, le Togo, et même la Côte d'Ivoire de l'archi-fantoche Houphouët Boigny. Par contre l'impérialisme français a fait peu de pas dans ce sens. Une récente réunion des ministres des finances a pris quelques mesures insignifiantes par exemple une nouvelle répartition des voix au sein de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) au détriment de la France, ou encore la création de la B.O.A.D., une banque chargée de répartir les investissements... Par contre dans un autre domaine, les affaires marchent bien, c'est celui de l'aide militaire puisque le dernier budget de la «coopération» enregistre une augmentation de 26% pour les crédits militaires (contre 15% dans les autres secteurs).

Cette fois encore l'impérialisme français a réussi à repousser le problème, à maintenir sa domination sur les pays d'Afrique. Mais cette domination aura une fin. Aujourd'hui, les dirigeants africains plantent des banderilles, c'est tout ce qu'ils peuvent faire ; mais demain la mise à mort viendra et elle ne peut venir que des peuples africains eux-mêmes. L'exemple du peuple de Guinée Bissau qui vient de proclamer l'indépendance de son pays à la suite d'une longue lutte armée contre le colonialisme portugais, cet exemple là sera suivi par les peuples des autres pays africains et toutes les manœuvres de l'impérialisme français ou de ses concurrents n'y changeront rien.

# RUPTURE DES RELATIONS AVEC THIEU RECONNAISSANCE DU G.R.P.

Lecat, porte-parole du gouvernement français, en Janvier 73, aussitôt après l'arrêt des bombardements US contre le Vietnam du Nord déclarait «que le gouvernement français ne refuserait pas de jouer son rôle dans la reconstruction des pays d'Indochine lorsque la paix sera revenue».

Dans la pratique, cela s'est traduit par un soutien des plus actifs à la clique fasciste de Thieu :

- En juin 73, 3 mois après la signature de l'Acte de la Conférence Internationale sur le Vietnam qui entérinait la reconnaissance du GRP, l'impérialisme français renouait des liens diplomatiques avec la clique fasciste au pouvoir à Saïgon et continuait d'ignorer le GRP.

- Actuellement, alors que Thieu déclare ouvertement que la 3e guerre d'Indochine a commencé, alors qu'il ordonne des bombardements massifs contre la zone libérée, alors qu'il continue d'exterminer massivement les patriotes emprisonnés, l'impérialisme français s'apprête à donner une centaine de millions de francs à Thieu ! Depuis le cessez-le-feu, l'impérialisme français n'a cessé de renforcer ses intérêts : outre la main d'œuvre ancienne de l'exploitation du caoutchouc par 4 sociétés françaises (le PDG de l'une d'elles est le père de Giscard d'Estaing), les banques françaises ont octroyé un crédit de 135 millions de francs pour étendre une cimenterie ; une usine Isostat va s'installer près de Saïgon.

Certes, l'impérialisme français prétend maintenir la balance. Sans doute pour se préserver dans l'avenir. Il a présenté ses offres de service à la RDV, il vient de recevoir, en même temps qu'une mission de Saïgon, M. Hieu ministre et chef de la délégation du GRP. Les vietnamiens ont opposé aux manœuvres de l'impérialisme français leurs fermes positions : le GRP a réaffirmé sa volonté de n'établir des relations que «sur la base du principe de l'existence de 2 administrations, 2 armées, 2 zones de contrôle».

L'impérialisme français ne voulant pas s'y conformer, il n'est en aucun cas pour le GRP question de lui céder.

Dénonçons les manœuvres de l'impérialisme français

A bas l'impérialisme français.

Reconnaissance du GRP.

# éthiopie : 100 000 assassinats de l'impérialisme

La presse vient d'annoncer une famine catastrophique en Ethiopie qui a causé des milliers de morts : 100.000 d'après les chiffres officiels, beaucoup plus certainement.

Une fois de plus, c'est l'impérialisme, et Haïlé Sélassié qui a vendu l'Ethiopie pieds et poings liés à l'impérialisme, qui sont directement responsables de ces milliers de morts.

L'Ethiopie de Haïlé Sélassié, c'est le régime du féodalisme le plus arriéré : 92% de la population est employée dans l'agriculture, or 90% de la terre cultivable est possession de la famille royale, de l'église, de la noblesse. Les paysans éthiopiens sont exploités comme les serfs au Moyen-Age : ils doivent donner la quasi-totalité de ce qu'ils produisent sur des terres qu'ils ne possèdent pas : verser, en plus, des impôts en espèce et en nature au gouvernement ; faire gratuitement 3 journées de travail pour le seigneur, la corvée des serfs du Moyen Age ! L'église, toujours comme au Moyen-Age, présente ce système féodal comme voulu par Dieu : les exploités sont présentés comme «les élus de Dieu, descendants de Salomon, fils de David, défenseurs de la foi, etc, etc...» Les conditions de vie atroces à la campagne comme à la ville amènent une mortalité infantile la plus élevée du monde 50 à 60 pour mille par an. Le budget santé n'est que de 3% (celui de l'armée et de la police est par contre de 50% !) : Il y a en tout et pour tout 300 médecins, soit un médecin pour 175.000 habitants !

Ces milliers de morts, en Ethiopie, ce sont bien là des assassinats perpétrés par les dirigeants d'un régime féodal que l'impérialisme, principalement l'impérialisme US cherche par tous les moyens à maintenir.

L'impérialisme US dévie à son profit l'évolution de l'économie nationale en

imposant la monoculture du café et en exploitant les richesses minérales du pays. Alors que des milliers d'éthiopiens meurent de faim, on pouvait lire une publicité de ce genre dans le «Chicago Tribune» il y a moins d'un an : «Toute personne intéressée par des projets de colonisation en Ethiopie est invitée à téléphoner au 723.90.41, ou à se présenter au 7012 s, Halsted Street, Chicago». Au même moment Haïlé Sélassié offrait gratuitement 10.000 ha de terres à des colons américains qui, eux, ne paieraient que 25 dollars d'impôts par an !

L'impérialisme US a fait de l'Ethiopie un vaste terrain de manœuvre militaire où il a installé à Kagnaw la base militaire la plus importante d'Afrique, base d'agression et de contrôle de la Mer Rouge, du Moyen Orient, du Golfe d'Aden et de l'Océan Indien.

Malgré une répression sanglante, le peuple éthiopien a engagé la lutte contre ce régime féodal vendu à l'impérialisme. Depuis 1961, le peuple Erythréen s'est donné une organisation, le Front de Libération de l'Erythrée pour retrouver une indépendance bradée en 1950 par de sordides tractations entre l'impérialisme US et le Négus. Depuis 1971, la création du Front de Libération Nationale de l'Ethiopie a constitué une étape importante dans le développement du mouvement révolutionnaire.

La lutte de libération nationale est la seule voie pour que le peuple Ethiopien puisse se libérer de la double oppression féodale et nationale responsable d'une famine gigantesque qui fait des milliers de morts.

NEGUS ASSASSIN !  
IMPERIALISME U.S. ASSASSIN !  
VIVE LA JUSTE LUTTE DES  
PEUPLES ERYTHREEN ET  
ETHIOPIEN !

## GRECE:

A BAS LA JUNTE  
DES COLONELS  
YANKEE-FASCISTES

les manifestants devant l'école polytechnique



L'opposition à la junte fasciste au pouvoir en Grèce a repris une nouvelle ampleur cette semaine. Des milliers de personnes sont à nouveau descendues dans la rue aux cris de «A bas la junte !», «le fascisme ne passera pas !», «les Américains hors de Grèce !». Aux étudiants qui occupent l'Ecole Polytechnique, se sont joints des groupes très importants d'ouvriers exhortant la classe ouvrière à prendre la tête du mouvement et criant : «Ce soir meurt le fascisme !»

Les manifestants ont attaqué des points vitaux de l'appareil d'Etat : la préfecture, les ministères. La répression a été féroce: 50 morts et au moins 200 blessés. La clique fasciste paniquée devant l'ampleur et la combativité des manifestations a dû faire appel aux blindés de l'armée qui ont tiré en enfilade dans les rues. Elle a proclamé la loi martiale et le couvre feu. En dépit de ces mesures, les manifestants ont continué de s'opposer à la police et à l'armée fasciste par petits groupes.

Ces manifestations massives, les premières depuis le putsch fasciste de 1967 démasquent le processus bidon de libéralisation qu'avait soi-disant entamé la clique de Papadopoulos en juin 73. A la demande des impérialistes qui l'avaient installé au pouvoir en 67, Papadopoulos avait annoncé une «normalisation du pouvoir»: l'impérialisme préfère toujours, quand les conditions le permettent, maquiller d'une façade démocratique les dictatures sanguinaires qu'il installe et maintient dans un grand nombre de pays. Papadopoulos avait ainsi proclamé la république, organisé un référendum bidon destiné à plébisciter la nouvelle constitution et annoncé des mesures de libéralisation: amnistie d'un certain nombre de crimes et délits politiques, suppression de la loi martiale, garantie des libertés.

Que ces décisions soient en fin de compte des mesures de façade, l'ampleur des manifestations actuelles le prouve. Papadopoulos a aussitôt rétabli la loi martiale jetant lui-même aux orties son masque fraîchement peint de «libéral». Les étudiants, au début de 1973 étaient déjà entrés en lutte pour obtenir des libertés réelles au sein de l'Université. La répression déclenchée contre eux avait amené le soutien de la population et une première mobilisation contre la junte fasciste.

Les conditions de vie se sont aggravées à un point tel que les masses sont entrées aujourd'hui largement dans la lutte: certains produits de première nécessité ont augmenté de 50 à 200 %, le salaire horaire est en moyenne 3 fois moins élevé que dans les autres pays européens, ce qui oblige des milliers d'ouvriers à émigrer. Le processus de pseudo-libéralisation n'avait pas trompé les masses. Au référendum de juillet, en dépit du matraquage massif de l'opinion et de pressions de toutes sortes, 20% n'avaient pas voté, 20% avaient voté non. Les manifestations actuelles attaquent directement les véritables responsables: la clique fasciste au pouvoir et son maître, l'impérialisme yankee. Ces manifestations sont politiques, anti-fascistes et anti-yankees. Soutenons les masses en lutte contre la clique yankee fasciste, dénonçons l'impérialisme français qui a été le seul parmi les pays européens à ne pas condamner le régime des colonels et qui entretient les meilleures relations avec lui pour développer au mieux ses nombreux intérêts contre le peuple grec et dans la Méditerranée.

Vive la juste lutte du peuple grec contre la clique yankee-fasciste !

le 18 novembre 1973.

EILATH:  
LA RESISTANCE  
PALESTINIENNE  
FRAPPE LES  
SIONISTES

Le cessez-le-feu ne nous concerne pas, dit la Résistance palestinienne, au lendemain du diktat des 2 superpuissances, le 22 octobre. Et effectivement, depuis le cessez-le-feu, les Jedayta ont lancé plusieurs opérations en territoire occupé par Israël. C'est ainsi que, le 13 novembre, un commando palestinien a saboté le château d'eau et la ligne haute-tension alimentant le port d'Eilat, sur le détroit d'Akaba, aux confins du Neguev et du Sinaï est un important port stratégique sioniste, un des enjeux de la guerre des six jours, qui assure une partie du ravitaillement en pétrole de l'Etat sioniste. C'est à dire que les sionistes entourent Eilat d'une protection exceptionnelle et que cette opération de la Résistance Palestiniennne constitue une victoire importante.

... jusqu'à la libération  
totale de la palestine

Au moment où Sadate, en acceptant le plan Kissinger, cède au diktat des deux superpuissances, le principal obstacle à l'application de leur plan criminel reste aujourd'hui, comme avant la guerre d'Octobre, la Résistance Palestiniennne. Les deux superpuissances veulent imposer la reconnaissance de l'Etat sioniste d'Israël et de nouvelles frontières «sûres», or, pour des centaines de milliers de palestiniens, reconnaître l'Etat d'Israël, c'est renoncer définitivement à rentrer un jour chez eux, à St Jean d'Acre, à Haïfa ou à Jaffa. Voilà pourquoi le social-impérialisme soviétique multiplie les pressions sur la Résistance Palestiniennne. Et voilà pourquoi, en France, toute la presse anti-palestinienne, du Monde à l'Humanité, recherche fébrilement le moindre indice qui permettrait d'espérer une acceptation du plan impérialo-sioniste par la Résistance. Dans toute une série d'articles crapuleux, à grands reforts de citations de «représentants» palestiniens, ils s'évertuent à faire croire que la Résistance palestinienne a renoncé à la lutte armée, est prête à reconnaître l'Etat d'Israël et à constituer un Etat palestinien croupion sur une portion congrue du territoire national. C'est ainsi que l'Huma du 13 novembre appelle à la rescousse le quotidien égyptien Al Ahrâm pour donner des leçons à la Résistance Palestiniennne. L'Huma, (sous la plume

du rédacteur en chef d'Al Ahrâm) estime que la Résistance devrait «participer à la conférence de la paix», «assurer un territoire aux palestiniens» (alors qu'il s'agit pour eux de récupérer la totalité de leur territoire) et s'«intéresser aux objectifs des masses palestiniennes» (comme si ce n'était pas aujourd'hui le souci de la Résistance...) En clair, une invite à créer l'Etat palestinien croupion. Le Monde fait encore plus fort puisqu'il a découvert, le 5 novembre, un responsable du FATH pour lui déclarer: «Je suis moi-même originaire de Jaffa, mais je suis résigné à ce qu'elle demeure sous le drapeau israélien. Nous ne sommes ni les premiers, ni les derniers à accepter le verdict, souvent cruel, de l'histoire. Nous n'allons pas être plus révolutionnaires ou plus intransigeants que les allemands, les vietnamiens, les coréens qui ont admis, bon gré, mal gré, la division de leurs pays respectifs... et il conclut: «Israël est en mesure de réaliser le rêve qu'il avait caressé depuis un demi-siècle, à savoir obtenir la reconnaissance simultanée des Etats arabes belligérants et des représentants du peuple palestinien.» Dans un communiqué, publié le 10 novembre, le FATH règle leur compte à ces informations publiées par un hebdomadaire égyptien et un quotidien français... Selon ce communiqué, elles sont dénuées de tout fondement et «aucun dirigeant du FATH n'a fait

de telles déclarations... Le Fath, poursuit le communiqué, demeure attaché à son objectif fondamental qui est la libération de la patrie spoliée et l'édification d'un Etat démocratique sur l'ensemble du territoire palestinien».

Quant à l'OLP, elle n'a pas encore fait connaître sa position sur la question de sa participation à la Conférence de la paix, contrairement à ce que laisserait croire l'Huma qui titrait, dès le 1er novembre: «la majorité des organisations de la Résistance favorable à la participation à une conférence de la paix». Par contre, la position de l'OLP sur l'Etat palestinien est connue depuis longtemps. Elle a encore été réaffirmée, le 14 novembre, par Abou Loutf, chef du département politique de l'OLP, qui parlant des rumeurs sur «un projet de constitution d'un Etat palestinien proposé par l'Union Soviétique en vue d'un règlement global de la crise au Proche Orient» disait «l'OLP tient à annoncer que tout ce qui a été publié à ce sujet est sans fondement et ne la concerne ni de près ni de loin.»

PALESTINE  
VAINCRAmeetings  
des c.i.p.

Une série de meeting a commencé à être organisée par les CIP, au cours desquels l'envoyé spécial de FR au Liban expose ce qu'il a vu et les positions des palestiniens dans la guerre et par rapport au cessez-le-feu. Ces meetings ont été l'occasion de débats fructueux: ils ont permis de développer la campagne de soutien des CIP au peuple palestinien.

- A Marseille, plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées au cours du meeting CIP. Après l'exposé de l'envoyé spécial, un camarade marocain a dénoncé la monarchie fasciste de Hassan qui feint de soutenir les peuples arabes et palestiniens alors que le 1er novembre, elle a condamné à mort et exécuté des militants marxistes léninistes soutenant la Résistance Palestiniennne. Un travailleur tunisien a apporté le soutien de son peuple à la lutte des peuples palestinien et arabes, a dénoncé le régime réactionnaire de Bourguiba qui a montré par ses déclarations contre la Résistance qu'il était entièrement dans le camp de la réaction et des valets de l'impérialisme.

A la fin du meeting, plusieurs travailleurs ont pris des feuilles de souscription CIP pour les réseaux de collecteurs «1 F par mois pour la Palestine». La brochure CIP a été largement diffusée.

- A Martigues, une quarantaine de travailleurs se sont réunis au meeting CIP soutenu par «Perspectives Tunisiennes». Ils ont posé beaucoup de questions à l'envoyé spécial sur la guerre populaire, la participation des masses arabes, les différentes trahisons de la réaction arabe, (Husseïn en Jordanie, la réaction libanaise, etc...). Les camarades du CIP avaient eu la bonne idée d'apporter des cartes de grand format de la Palestine et du Moyen-Orient. L'envoyé spécial s'en est servi très largement pour répondre aux questions. De nombreux contacts ont été pris pour mettre sur pied les réseaux de collecteurs.

- A Villefranche s/ Saône, les camarades avaient préparé le meeting pendant la semaine précédente. Ils étaient intervenus dans les cafés de travailleurs immigrés en faisant des prises de parole, en vendant le FR spécial Moyen Orient: 110 F ont été collectés pour le soutien au peuple palestinien. A la fin du Ramadan, la coutume veut qu'une somme d'argent soit versée au plus pauvre du village. Des camarades immigrés ont pris spontanément en main la collecte en déclarant: «Nous considérons que le plus pauvre de la terre, c'est le peuple palestinien car il n'a plus de patrie». Plus de 200 F ont été collectés et cela a permis de mettre sur pied le réseau de collecteurs: 1 F par mois pour la Palestine». Au cours du meeting, 60 personnes se sont réunies: un tiers de travailleurs immigrés, des ouvriers français, des femmes ouvrières de 40 à 50 ans. Tous les livres palestiniens en arabe ont été vendus. Une nouvelle collecte a rapporté 90 F, des contacts ont été pris pour organiser de nouveaux réseaux de soutien. A la fin du meeting, des immigrés ont continué la discussion avec le camarade de retour de Beyrouth, lui posant de nombreuses questions.

## demande de contact avec les cip

envoyer à C.I.P. 8 rue du Roi de Sicile 75 Paris (4e)

Nom : .....  
Prénom : .....  
Profession : .....  
Adresse : .....